



PARTNERSWEST AFRICA
SENEGAL

Member of **PARTNERS**GLOBAL



UNITED STATES
INSTITUTE OF PEACE

Plaidoyer sur le **dialogue**
comme outil de **prévention**
et de **résolution** de **conflits**
politiques et sociaux en **Afrique**





Introduction

Ce document est une production de Partners West Africa, élaboré dans le cadre du Projet « Diffusion régionale des mécanismes de dialogue national en Afrique », financé par l'Institut des Etats-Unis pour la Paix (United States Institute of Peace - USIP), avec l'appui technique de la CEDEAO. Ce projet, qui a duré sept (7) mois, a permis l'organisation de deux ateliers sous-régional et régional.

De ces deux ateliers respectivement intitulés « Le dialogue comme outil efficace de résolution des conflits politiques et sociaux en Afrique » et « Quel dialogue national pour la prévention efficace des conflits, leur résolution et les transitions politiques démocratiques en Afrique ? », il ressort que le dialogue traditionnel et/ou contemporain continue de demeurer un outil efficace et pertinent de résolution des conflits en Afrique.

Depuis l'avènement de la décolonisation, l'Afrique fait face à des cycles de violences, qui débouchent souvent sur des conflits politiques et sociaux, engendrant à leur tour une déstabilisation voire une fragilisation des États et des sociétés.

Cependant, malgré la persistance des conflits, il convient de reconnaître que des outils de prévention des conflits et des expériences réussies de résolution pacifique des différends existent encore en Afrique.

Ces expériences basées généralement sur le dialogue ont permis d'une part de poser les bases de transitions démocratiques apaisées dans certains pays, et d'autre part de pacifier les relations entre différents acteurs.

Le dialogue est un moyen traditionnel de prévention et de règlement des conflits en Afrique comme le symbolise le mythique « arbre à palabre » dans l'Afrique pré-coloniale.

CRÉDO

Le dialogue est un outil efficace de résolution des conflits politiques et sociaux.

STRATÉGIE

Eveiller la conscience et sensibiliser les décideurs politiques, les négociateurs, les médiateurs, les leaders d'opinion et les leaders de la société civile sur la nécessité de privilégier le dialogue inclusif et sincère dans la prévention et la résolution des conflits politiques et sociaux en Afrique.

RESSORTS À EXPLOITER

- * Le dialogue est ancré dans la culture africaine.
- * Il existe des expériences réussies de dialogue qui ont permis des transitions démocratiques apaisées.
- * Le dialogue doit se baser sur des principes et des règles pour résoudre durablement les conflits.
- * Les femmes jouent un rôle fondamental dans la mise en œuvre du dialogue en Afrique.
- * Le dialogue peut s'adapter en fonction du milieu.

QU'EST-CE QUE LE DIALOGUE ?

Le « dialogue » désigne un type particulier de communication entre plusieurs personnes ou groupes de personnes. Il se distingue de la discussion et du débat car il réfère à un mode de conversation qui comporte nécessairement raison, discernement, exactitude et sagesse. Le dialogue implique une interpénétration des arguments convergents et convaincants, au fur et à mesure qu'il se déploie parmi les interlocuteurs. C'est un outil de médiation qui privilégie la recherche d'un consensus. Dans sa finalité, le dialogue ne cherche à établir ni un vainqueur ni un vaincu.

Mécanismes endogènes et modernes du dialogue en Afrique

- * Arbre à palabre ;
- * Parenté et cousinage à plaisanterie ;
- * Accords, Pacte et Charte ;
- * Dialogues interreligieux et politiques ;
- * Commission Vérité et Réconciliation, Conférences ou Assises nationales ;
- * Dialogue tripartite (Patronat, gouvernement, syndicats) et tripartite plus (au-delà des 3 groupes précitées) ;
- * Conseils des Sages de la CEDEAO ;
- * Assemblées citoyennes (Mali).

Forces et avantages

- * Fluidité des relations sociales ;
- * Tolérance et solidarité ;
- * Gouvernance locale ;
- * Consensus Inclusif ;
- * Pacification de l'espace social ;
- * Rapports interethniques et une culture du pardon.

Obstacles

- * Manque de formalisation et de généralisation ;
- * Non-respect des engagements et des accords ;
- * Non inclusif ;
- * Difficulté de mise en œuvre des recommandations ;
- * Non pertinence de la représentativité des acteurs ;
- * Non pertinence de la méthodologie ;
- * Non effectivité des recommandations ;
- * Incertitude dans l'application.

Le dialogue comme outil de résolution des conflits en Afrique de l'Ouest

Les assises nationales au Sénégal

ASSISES NATIONALES ?

Série de concertations et de discussions libres entre égaux pour trouver des solutions aux problèmes du Sénégal.

Motivation

Alternative pour l'opposition à son absence à l'hémicycle qui est l'espace de dialogue par excellence.

Légitimité des assises

Partis de l'opposition et Société Civile (syndicats, ONG, organisme de défense des droits de l'Homme, associations, les populations etc.) arrivent à s'accorder sur les objectifs, les principes et la démarche.

Principes

- Rejet du dogmatisme ;
- Recherche de consensus
- Utilisation des langues locales.

Réussite

Réunir les sénégalais pour discuter de tous les problèmes qu'ils pensent intéresser le pays.

Le processus ?

Phase 1 : Préparation *juin 2007- mai 2008*

- Elaboration des TDR ;
- Choix d'une personnalité neutre et indépendante pour diriger les travaux ;
- Recherche de financement.



Phase 2 : Assises nationales *juin 2008 - mai 2009*

Tenue des consultations citoyennes publiques et produits : une Charte, un rapport général, 9 rapports thématiques, 35 rapports départementaux et 3 rapports de la diaspora.



Phase 3 : Après-assises *Depuis 2009*

Léthargie au profit de la recherche d'une candidature unique pour l'élection présidentielle de 2012.

Les Limites ?

Une bonne partie des acteurs politiques et même de la société civile qui avaient porté les assises se retrouvent au pouvoir sans même que les conclusions des assises ne soient mises en application.

Manque d'appropriation des résultats des assises par les sénégalais probablement dû à l'absence de restitution des résultats issus des assises nationales.

Faible implication de la diaspora dont la cause reste à clarifier.

Le rôle de la MINUSMA dans le processus de paix au Mali

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali

Contexte du conflit

- Occupation du nord du pays par les mouvements séparatistes touareg de l'Azawad ;
- Connotation raciale du conflit ;
- Internationalisation du conflit avec l'arrivée de nouveaux acteurs djihadistes ;
- Régionalisation du conflit avec la circulation de la drogue et des armes ;
- Incapacité des maliens à gérer les conséquences de la crise libyenne sur leur territoire avec l'arrivée de beaucoup de combattants armés ;
- Coup d'Etat qui a aggravé la situation ;

Comment les maliens ont-ils été contraints au dialogue ?

Intervention de la France et de la MINUSMA pour protéger les civils.



Cette intervention a choqué les maliens qui ont pris conscience de l'urgence du dialogue.



DIALOGUE

Accord préliminaire de Ouagadougou : mettre fin au conflit et organiser les élections.

Facteurs de réussite du dialogue

- Médiation bilatérale (pays frontaliers comme Algérie) ;
- Médiation multilatérale (CEDEAO, UA, UE).

Implication de la MINUSMA : faciliter et encourager la vulgarisation de l'information auprès des populations.

Les contraintes au dialogue

Multiplicité des acteurs en présence.

Manque de sincérité des acteurs.

Primauté des intérêts des acteurs et de la France sur ceux du Mali et des populations.

Le dialogue pour bâtir une transition démocratique réussie

Des exemples concluants : Rwanda, Afrique du Sud, Bénin

Se parler

Discuter/échanger sur les sujets de discorde et privilégier la recherche du compromis.



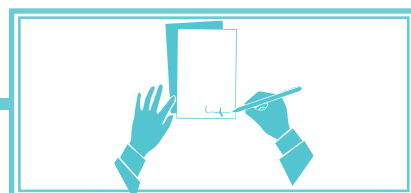
Se réconcilier

Confronter victimes et bourreaux dans le cadre d'une justice transitionnelle.



Formaliser la réconciliation

Institutionnaliser les cadres de concertation et rendre ainsi effectives l'application des conclusions.



Qui pour diriger ?

Choisir une personnalité consensuelle, charismatique et respectée.



Bâtir un Pacte social

Prendre en charge les revendications de toutes les parties prenantes.



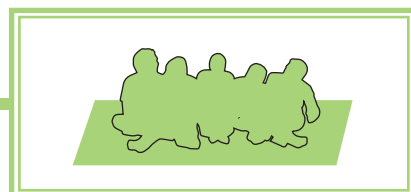
Penser à tous

Respecter les conclusions et avoir le sens élevé de l'intérêt général.



Associer tous

- * Impliquer et renforcer les organisations de la Société Civile et autres réseaux notamment les femmes.
- * Intégrer dans les cadres de concertation, les leaders coutumiers, religieux et l'ensemble des communautés y compris les peuples minoritaires.

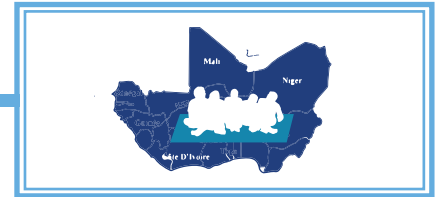


Le dialogue dans les États en construction démocratique

Les préalables pour un dialogue réussi : Guinée et Côte d'Ivoire

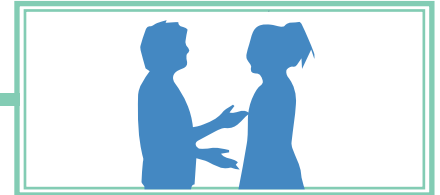
S'ouvrir à la médiation

Respecter les engagements des organismes d'intégration (UA, CEDEAO).



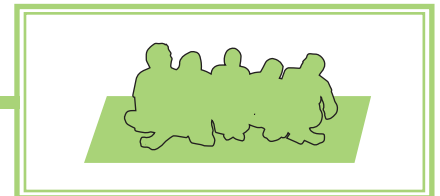
Se parler

Privilégier les concertations nationales.



Associer tous

- * Impliquer et renforcer les organisations de la Société Civile et autres réseaux notamment les femmes ;
- * Intégrer dans les cadres de concertation les leaders coutumiers, religieux et l'ensemble des communautés y compris les peuples minoritaires.



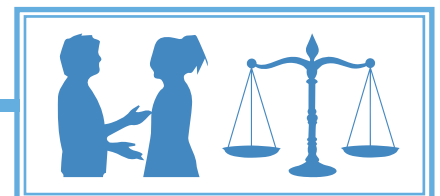
Réformer la sécurité

- * Réduire la violence endémique ;
- * Renouer les liens entre les Forces de défense et de sécurité (FDS) et la population.



Associer justice et dialogue

- * Créer une complémentarité entre les deux processus ;
- * La justice ne doit pas faire échec au dialogue.



Les raisons d'un échec,

Guinée Bissau, RDC, Burundi, Tchad

Le contexte

- * Contexte institutionnel et socio-politique troublé (coups d'état, violents et répétés, guerres, génocide, etc.) ;
- * Un accès à l'indépendance très difficile pour la Guinée Bissau.

Les causes d'un échec

- * Contexte institutionnel et socio-politique défavorable au dialogue ;
- * Aucun sens de l'intérêt général : acteurs politiques, militaires et sociaux mettent en avant leurs propres intérêts ;
- * Manque de volonté politique qui engendre la faiblesse des moyens mis à disposition pour le dialogue.

Le rôle des femmes dans les dialogues nationaux

Mécanismes d'inclusion des femmes

- * Existence de nombreuses associations, ONG, fédérations, réseaux de femmes nationales et internationales (CEDEF, Compedium des compétences féminines en Côte d'Ivoire, vivier de 30 femmes formées pour la médiation par la CEDEAO, etc.) ;
- * Cadre législatif renforcé (Résolution 1325 et suivantes, loi sur la parité au Sénégal) ;
- * Création de départements ministériels pour la promotion des femmes ;
- * Espaces offerts par la décentralisation et la gouvernance locale ;
- * Journées internationales dédiées aux femmes, à la petite enfance et à la paix ;
- * Journées africaines pour l'enfant.

Forces et avantages

- * Les femmes, une force sociale ;
- * Volonté politique des Partenaires Techniques Financiers (PTF) et des Etats pour l'implication des femmes ;
- * Renforcement des capacités des femmes ;
- * Présence des femmes dans les FDS ;
- * Réduction des inégalités socio-économique et protection des personnes vulnérables ;
- * Cadre juridique international renforcé (instruments juridiques internationaux, CEDEF, Résolution 1325, CADEG) ;
- * Cadre juridique national renforcé.

Faiblesses et obstacles

- * Déficit de compétence, faible taux de scolarisation et d'achèvement des femmes ;
- * Pesanteurs socio-culturelles ;
- * Insuffisance de la mise en œuvre de la politique genre ;
- * Faible représentativité des femmes dans les instances de décision ;
- * Choix inapproprié des femmes dans la représentation dans les instances de dialogue ;
- * Manque d'engagement et de solidarité des femmes ;
- * Manque d'information et de vulgarisation des bonnes pratiques ;
- * Non accès des femmes à l'information ;
- * Pauvreté des femmes ;
- * Instrumentalisation des clivages par les politiques.

Pratiques à promouvoir en toute situation politique

Se parler

Discuter/échanger sur les sujets de discorde et privilégier la recherche du compromis.



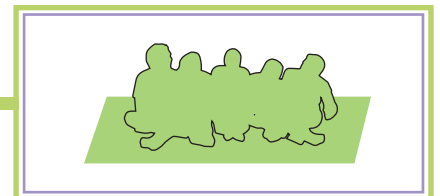
Renforcer les institutions et la démocratie

- * Améliorer le fonctionnement des institutions.
- * Consolider la démocratie.
- * Approfondir l'État de droit et moderniser le régime politique.



Associer tous

- * Impliquer et renforcer les organisations de la Société Civile et autres réseaux notamment les femmes.
- * Intégrer dans les cadres de concertation, les leaders coutumiers, religieux et l'ensemble des communautés y compris les peuples minoritaires.



Conclusion

Le dialogue apparaît comme l'outil le plus pertinent pour créer un climat propice à la médiation, la négociation et bâtir des compromis pour diminuer la tension ou résoudre définitivement les conflits.

La dynamique des conflits et des crises que traverse le continent africain depuis plus d'un demi-siècle n'a pas entravé les capacités internes à promouvoir la paix et réconcilier les parties prenantes au conflit.

L'ancrage du dialogue dans la culture africaine, ainsi que sa capacité à transcender les contingences du présent pour créer un futur apaisé méritent d'être exploités à chaque fois qu'un conflit éclate sur le continent.

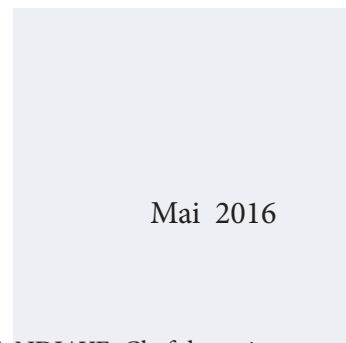
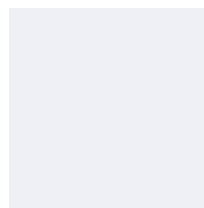
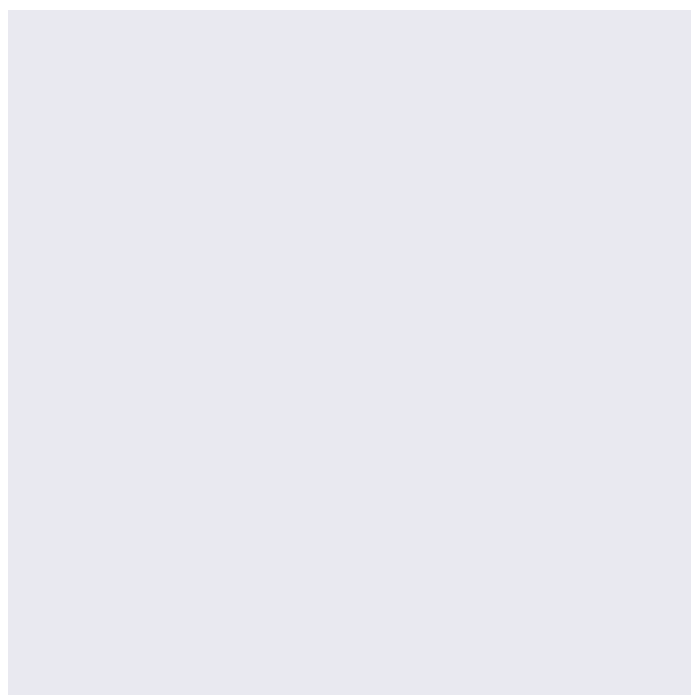
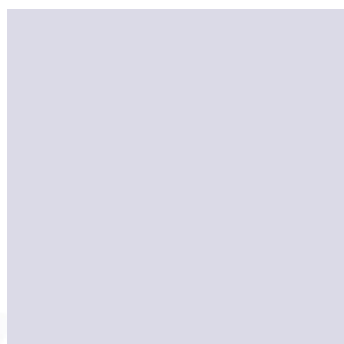
Pour que le dialogue soit ancré dans la durée, il doit compléter les outils modernes de prévention et de résolution des conflits en vigueur au niveau du continent et sur le plan international.

C'est cette articulation dialectique, qui permettra à l'Afrique meurtrie par tant de conflits et crises, de renouer avec les ressorts profonds de son passé et de sa culture et d'envisager l'avenir dans une perspective de justice, de réconciliation et de démocratie.





Avec l'appui technique de la CEDEAO



Mai 2016

Adresse : Liberté 6 Extension
Lot 139 - BP : 25 887
Cité des Jeunes Cadres Lébous
Tél . : +(221) 33 867 70 98
Fax : +(221) 33 867 70 97

Contact :
Dr Adjaratou Wakha AIDARA NDIAYE, Chef de projet
awakha@partnerswestafrica.org



**UNITED STATES
INSTITUTE OF PEACE**

